

Concours : ENM 3^e concours

Epreuve : Droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

I. d'enquête judiciaireA) le cadre d'enquête.

En l'absence d'information sur l'ouverture d'une instruction, il convient d'envisager l'ouverture d'une enquête de flagrance ou préliminaire.

L'enquête de flagrance est prévue à l'article 53 du Code de procédure pénale (CPP) et suppose la réunion de quatre critères cumulatifs. Le premier critère est un des quatre cas prévus à l'article 53 alinéa 1^{er} CPP.

En l'espèce, les policiers interviennent à la suite d'un appel de la sûreté ferroviaire car le téléphone portable de Sami a été volé. Le dernier a également été violenter. Dès lors, l'infraction vient de se commettre.

Le second critère est temporel. La jurisprudence exige que, pour caractériser la flagrance, les forces de l'ordre interviennent dans un temps proche de l'action. Concernant l'hypothèse où l'infraction vient de se commettre un délai de 24h maximum est accordé.

En l'espèce, les policiers interviennent dans un

N°

1/14

temps très proche de l'action. Le critère ne pose pas de difficulté.

Le troisième critère est relatif à l'apparence. La jurisprudence impose la démonstration d'indices apparents d'un comportement délictueux (Crim, 4 janv. 1982).

En l'espèce, Sami a dénoncé les faits auprès de la sûreté ferroviaire. Celle-ci en a informé les policiers en décrivant précisément leurs termes. Le critère est rempli.

Enfin, l'article 67 du CPP précise que la flagrance n'est possible que pour les crimes ou délits punis d'une peine d'emprisonnement.

En l'espèce, il sera démontré que les faits commis à l'encontre de Sami peuvent constituer l'infraction de vol en réunion puni de violences. Il s'agit d'un délit puni d'une peine d'emprisonnement.

En conclusion, les policiers interviennent dans le cadre d'une enquête de flagrance pour une durée initiale de 8 jours, soit jusqu'au 28 mars 2023.

B) Les mesures d'enquête et de contrainte

Agissant dans le cadre d'une enquête de flagrance, les policiers disposent de pouvoirs coercitifs prévus aux articles 54 et suivants du CPP.

Ils peuvent :

- entendre les témoins et les victimes (article 61 du CPP)
- confronter la victime au mis en cause (article 61-2 du CPP)

- entendre les mis en cause en audition libre ou guidée à vue,
- procéder à des fouilles (article 56 du CPP: la fouille est assimilée à une perquisition lorsque concernant les locaux légers qui ne sont pas applicables),
- procéder directement, ou à la demande du procureur de la République, à des requêtes pour obtenir des informations issues d'un système informatique intéressant l'enquête (article 60-1 CPP).

En l'espèce, les policiers peuvent entendre toutes les victimes. Ils pourront, si elles le souhaitent, leur remettre une requête pour se rendre à la médecine légale pour qu'une expertise ITT soit fixée. Ils peuvent entendre Nerneurs P et D. Les policiers peuvent procéder à la fouille des mis en cause pour rechercher les téléphones volés. Agissant en flagrance, le consentement des individus n'est pas requis. Ils peuvent également requérir des mis en cause le code de débrouillage de leur propre téléphone afin de découvrir s'ils sont en contact avec l'individu qui a agressé Paul. Enfin, ils peuvent requérir de la SNCF la communication des vidéosurveillances.

c) l'interpellation et le menottage

• Dans le cadre d'une enquête de flagrance, les règles relatives à l'interpellation sont prévues à l'article 73 du CPP. Elle peut être faite par toute personne.

En l'espèce, les auteurs ont été interpellés sur la voie publique par des policiers agissant en flagrance. Elle est régulière.

• L'article 803 du CPP précise les conditions du menottage. Il n'est possible que si l'individu est dangereux ou susceptible de prendre la fuite.

En l'espèce, Monsieur P, une fois interpellé, a porté un coup de poing au visage d'un policier. Il y a lieu de considérer qu'il est dangereux pour autrui de sorte que le menottage est juridiquement possible. En revanche, aucun élément ne permet de dire que Monsieur D est dangereux ou risque de prendre la fuite.

Si un acte est réalisé en contrariété avec les règles du CPP il peut être annulé. En l'absence de précision textuelle, il n'agit d'une nullité d'intérêt privé. De plus, hormis l'hypothèse d'une violation des droits de la défense, un grief doit être démontré (article 802 du CPP).

En l'espèce, si Monsieur D. entend se prévaloir d'une nullité procédurale il devra justifier d'un grief.

D) le contrôle d'identité.

Les contrôles d'identité sont prévus aux articles 78-2 et suivants du CPP. En l'absence d'indication sur des réquisitions et en présence d'un soupçon d'infraction, il y a lieu de privilégier l'application de l'article 78-2 alinéa 1 du CPP. Aux termes de cet article, un contrôle d'identité est régulier s'il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'une personne a commis une infraction. Le contrôle est réalisé par un SPJ ou un APJ ou APJA sous le contrôle d'un SPJ.

Concours : ENM 3^e concours

Epreuve : Droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En l'espèce, les mis en cause sont contrôlés à la suite d'un appel de la sûreté ferroviaire qui dénonce aux policiers des faits de nature délictuelle. Sur le fond, ils sont donc bien soupçonnés d'avoir commis une infraction. Aucune information n'est donnée sur la qualité de policiers de la sécurité publique.

Sous réserve qu'ils soient OTJ, ou agissent sur ordre et sous la responsabilité d'un OTJ, le contrôle est régulier.

E) Le régime procédural d'audition des mis en cause

• Deux régimes existent : l'audition libre et la garde à vue. Toutefois, il résulte de l'article 73 alinéa 2 du CPP qu'une personne conduite sous contrainte au commissariat est nécessairement placée en garde à vue.

En l'espèce, la mise en cause ayant été menée tout leur placement en garde à vue est possible.

- Le placement en garde à vue suppose le respect des règles suivantes :

- placement par un ODS
- placement d'une personne contre laquelle il existe des raisons plausibles de soupçonner la commission d'une infraction punie d'emprisonnement,
- la garde à vue est l'unique moyen de parvenir à un des objectifs visés à l'article 62-2 CPP.
- elle est contrôlée par le procureur de la République (article 62-3 CPP).

En l'espèce, il a été prouvé les soupçons à l'égard des mis en cause. Leur placement en garde à vue est nécessaire pour permettre le déroulement des investigations, empêcher la modification des preuves ou la concertation entre eux.

II. Les qualifications

A) Les faits à l'encontre de Sami.

- Les faits commis à l'encontre de Sami semblent pouvoir être qualifiés de vol.

Le vol est incriminé par l'article 311-1 du Code pénal (CP). Il suppose la réunion d'un élément matériel et d'un élément moral. L'élément matériel est :

- un comportement : acte positif visant à s'approprier le bien d'autrui,
- un résultat : la soustraction
- un lien de causalité certain et direct.

En l'espèce, la caractérisation de l'élément matériel ne pose pas de difficulté: le téléphone appartenait à Sami et les agresseurs le lui ont pris sans son consentement.

L'élément moral suppose la démonstration suivante:

- un dol général: la conscience qu'il n'agit d'une infraction et la volonté malgré tout de la commettre,
- un dol spécial: la volonté de se comporter comme le légitime propriétaire.

En l'espèce, cet élément ne pose pas de difficulté: nul n'ignore qu'il est interdit de voler. Les auteurs ont bien souhaité se comporter en maîtres et possesseurs du téléphone.

En conclusion, l'infraction de vol est caractérisée. La peine encourue est de 3 ans et 45 000 euros d'amende.

• L'article 311-4 du CP prévoit des circonstances aggravantes à savoir, notamment, la réunion (1°), la commission de violence n'ayant pas entraînée d'ITT avant, pendant ou après le vol (4°), la commission de faits dans un transport collectif de voyageurs (7°).

En l'espèce, Sami fait état de 2 agresseurs donc la réunion est caractérisée. Il a reçu des coups avant le vol. A ce jour, aucune information n'est connue quant à une éventuelle ITT. Enfin les faits ont été commis dans le train.

L'infraction aggravée par 3 circonstances aggravantes est donc constituée.

Les auteurs encouront pour le vol aggrave la peine de 10 ans et 150 000 € d'amende.

2-1) Nadame R.

Les faits décrits par la victime semblent constituer des violences.

L'article R624-1 du CP sanctionne les violences li'ayant pas entraînés d'ITT. Toutefois, le texte réserve l'application des articles 222-13 et 222-14 du CP. En vertu de l'article 222-13 du CP les violences supposent la réunion d'un élément matériel et d'un élément moral. L'élément matériel suppose :

- un comportement : un acte punitif de violence,
- un résultat : des blessures physiques ou morales, éventuellement une ITT
- un lien de causalité certain et direct

En l'espèce, Nadame R. a été attrapée par le col de sa chemise. Cela constitue bien une violence, peu importe l'absence de blessures. Dès lors, l'élément matériel est constitué.

Concernant l'élément moral, il suppose un dol général (conscience et volonté de commettre une infraction) et un dol spécifique (l'auteur ne peut pas prévoir à l'avance les conséquences de son acte).

En l'espèce, il résulte des faits décrits que l'élément moral est caractérisé.

A l'état simple, la répression est de 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

N°

8/14

Concours section : 3e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique PENAL

N° Anonymat : WQMJDH361 NO Nombre de pages : 16

17 / 20

Concours : ENM - 3^e concours

Epreuve : Droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Toutefois, l'infraction - pour être un délit - suppose une ou plusieurs circonstances aggravantes comme la réunion (8°) ou dans un lieu destiné à l'accueil d'un moyen collectif de transport (13°). Toutefois, en l'absence d'ITT seule une circonstance aggravante peut être retenue.

En l'espèce, Madame R. ne fait pas état de blessure. En l'absence d'ITT une seule circonstance sera retenue pour qualifier les faits de délit.

En conclusion, les auteurs encourrent 3 ans d'emprisonnement et 45000€ d'amende.

3° / Monsieur P. donne un coup de poing au policier.

Les faits semblent retenir la qualification de violence volontaire. Il sera fait référence aux précédents développements concernant Madame R. Concernant l'élément légal il est prévu à l'article 222-14-5 du CP.

En l'espèce, il ne fait pas de doute que Monsieur P. a commis un acte positif de violence en donnant un coup de poing. Son intention de l'acte de la description de

N°
9/14

faits. L'auteur sait que la victime est un policier.

L'article 222-14-5 2° prévoit l'hypothèse où aucune ITT n'est fixée.

Nonneur Perceut la peine de 5 ans d'emprisonnement et 75000€ d'amende.

4° Paul H.

- les faits commis par l'individu cagoulé peuvent être qualifiés de vol avec arme.

L'article 311-8 CP a incriminé le vol avec arme. A l'état simple, l'infraction a d'ores et déjà été développée. Il ne précise que les armes sont définies à l'article 132-75 du CP.

En l'espèce, l'individu s'est emparé du téléphone de Paul. Il avait un couteau à la main qui est incontestablement une arme. L'intention de l'auteur ne pose aucun problème. L'infraction est caractérisée.

La peine encourue est de 20 ans de réclusion criminelle et 150 000€ d'amende.

- Deux individus ont aidé l'individu cagoulé à s'enfuir. Il s'agit vraisemblablement de Nemius Pat D puisque Paul a reconnu le vêtements de Monsieur P.

La question de la complicité se pose. Elle est prévue à l'article 121-2 du CP et suppose la réunion d'une condition préalable, un élément matériel et un élément moral. La condition préalable est une infraction principale punissable (au moins dans son élément matériel) constitutive d'un crime ou d'un délit.

En l'espèce, la qualification criminelle a été retenue.

Concernant l'élément matériel, il faut démontrer d'une aide ou assistance, à savoir un acte positif consommé antérieur ou concomitant à l'infraction principale. De jurisprudence constante les faits postérieurs ne sont pas susceptibles d'être qualifiés de complicité sauf à ce qu'ils aient été prévus avant l'action (Crim, 23 juill. 1977, Crim, 4 déc. 1947).

En l'espèce, il ne fait aucun doute que Nemius Pat D aidait l'inconnu cagoulé à s'enfuir. L'acte est postérieur à l'infraction principale. Rien ne permet d'affirmer à ce stade que l'aide était planifiée. La complicité ne peut pas être retenue à leur encontre.

Plusieurs infractions sont en concours. Il résulte de l'article 132-3 du Code pénal qu'il convient de retenir la plus haute peine.

Nous retenir P et D encourant au maximum 10 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende. Il sera précisé que seul Nourieu P sera condamné pour le violences sur PPAP.

III. Les poursuites pénales contre Nourieu P et D.

• le procureur et la République dispose de l'opportunité des poursuites (article 40-1 du CPP). Il peut classer sans suite, faire le choix d'une mesure alternative aux poursuites ou poursuivre l'auteur devant une juridiction.

En ce de la gravité du fait et de éléments probatoires il y a lieu de poursuivre les auteurs.

A titre préalable, il sera précisé que le procureur peut, par un réquisitoire introductif, saisir le juge d'instruction en cas de délit complexe (article 79 CPP).

En l'espèce, les faits ne paraissent pas d'une grande complexité.

• Concernant les poursuites pénales, le procureur dispose, en matière délictuelle, des possibilités suivantes : ordonnance pénale, CRP, CPP, CPPR, comparution immédiate ou à délai différé.

Concours : 3e concours ENM

Epreuve : Droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En légalité, il convient d'exclure l'abolition pénale (495 du CPP) et la CRPC (article 495-7 du CPP) supposés pour les délits d'attente à l'interprète pluri-gue. Pour la CRPC, la peine encourue pour ces délits doit être inférieure à 1 an. Or, le fait commis par le mis en cause seul, notamment de fait de violences envers lors d'emprisonnement.

En opportunité, il y a lieu d'écarter la saisine du tribunal correctionnel par CPP qui ne permet pas de prendre de mesures de sûreté. Or, la gravité des faits et le nombre de victimes le justifient. Il en est de même pour la CRPC.

En effet, dans le cadre de la saisine du tribunal par CRPC le procureur peut, après le défendeur, saisir le JLD pour que le prévenu soit soumis à un contrôle judiciaire. (article 394 CPP)

Or, bien que la personnalité du prévenu ne soit pas précisée ils ont commis plusieurs faits violents, dans un laps de temps court. Par ailleurs, il est possible qu'ils ne résident pas sur Bordeaux. Un contrôle judiciaire ne paraît pas suffisant

• garantir la cessation de la commission de infractions et leur comparution devant la juridiction.

• De même la comparution immédiate. Elle est juridiquement possible : s'agissant d'une enquête de flagrance, la peine encourue est supérieure à 6 mois. (article 395 du CPP) En opportunité, elle se justifie par la possibilité, pour le procureur de la République de saisir le JLD en vue d'un placement en détention provisoire si le réunion du tribunal le même jour est impossible. Il sera précisé que si des investigations initiales lors de la garde à vue sont en attente de retour, une CA a été différée est parfaitement possible (article 397-1-1 du CPP).

• Concernant les mesures restrictives de liberté, le choix de la comparution immédiate permet de saisir le JLD en vue du placement en détention provisoire (article 396 du CPP) du mis en cause dans l'attente de sa comparution devant le tribunal.

Un débat contradictoire sera organisé. Le mis en cause sera assisté d'un avocat. Si le JLD estime que la détention provisoire n'est pas justifiée (article 144 CPP) il pourra adonner un contrôle judiciaire avec, par exemple, interdiction de contact avec les coauteurs et l'obligation de se présenter périodiquement à un commissariat (article 138 du CPP).